



## Mesures sur le renforcement du rôle de la Suisse en tant qu'État-hôte 2026–2029

Conférence de presse

Bern, 20 juin 2025

---

La Suisse est, par **tradition** et par **conviction**, un pays profondément attaché au multilatéralisme. C'est un **pilier** de notre politique étrangère, une expression de notre **culture de dialogue** et de notre engagement en faveur d'un **ordre international fondé sur des règles**.

Mais aujourd'hui, ce multilatéralisme traverse une **crise de confiance** et de **légitimité**. Il est affaibli, tant par des tensions géopolitiques croissantes que par un **retrait financier** partiel de certains États membres – au premier rang desquels les États-Unis.

Ce désengagement a des conséquences **concrètes et immédiates**, notamment à Genève, deuxième siège des Nations Unies après New York, où se concentre un écosystème unique d'organisations internationales.

Le Conseil fédéral partage les préoccupations exprimées par les autorités cantonales et communales genevoises face à cette situation. Car la Genève internationale n'est pas seulement un atout pour le canton de Genève: elle est un **instrument stratégique** pour la Suisse tout entière, une vitrine de notre politique étrangère, un lieu de dialogue unique au monde.

C'est pourquoi la Confédération et le canton de Genève travaillent de manière étroite et coordonnée pour garantir, à court, moyen et long terme, les conditions nécessaires au maintien et au développement de cet écosystème.

Parmi les initiatives notables, je salue la création récente d'une **fondation de soutien à la Genève internationale** par le canton de Genève et la Fondation Wilsdorf, dotée d'un financement initial de 50 millions de francs pendant cinq ans.

De son côté, le Conseil fédéral a adopté aujourd'hui un **paquet stratégique** de mesures pour renforcer la Genève internationale dans



les quatre prochaines années, pour un montant total de **269 millions de francs suisses** de cette année jusqu'en 2029. Ce paquet se compose de trois volets :

1. **À court terme (2025-2026)**: un programme de mesures urgentes de **83 millions** de francs (41,5 millions par an sur deux ans) pour soutenir les organisations en difficulté de liquidité, notamment en raison de la diminution de contributions attendues. Cela inclut par exemple un soutien aux charges locatives, aux conférences internationales et un appui ciblé à la digitalisation (systèmes de réservation, *clouds* sécurisés), ainsi qu'une suspension du remboursement des prêts immobiliers.
2. **À moyen terme (2026-2029)**: le crédit-cadre principal pour la stratégie de l'État hôte d'environ **110 millions** de francs (27 millions par an sur quatre ans), afin de préserver l'attractivité de Genève face à une concurrence internationale de plus en plus vive. L'objectif est d'éviter des départs d'organisations vers d'autres villes aux coûts moindres.
3. **À long terme (2027-2029)**: un programme extraordinaire d'investissements immobiliers de **78 millions** (soit 26 millions par an entre 2027-2029), car la qualité des infrastructures est à la fois une condition essentielle d'accueil et une carte de visite pour la Suisse.

À ce montant s'ajoutent les **52 millions** de francs alloués à **fonds perdu** par le Canton de Genève, portant l'investissement total à **130 millions** de francs sur trois ans (43 millions par an). Cet effort vient compléter les investissements réguliers d'environ dix millions de francs par an réalisés par la FIPOI.

Dans le cadre du crédit-cadre de l'État hôte, quatre axes prioritaires ont été définis:

1. l'accueil,
2. les infrastructures,
3. les partenariats stratégiques,
4. et la gouvernance des nouvelles technologies.

Par rapport à la période précédente, ce crédit **augmente de 5 %**, entièrement compensé à l'interne au sein du DFAE.



Mais ce soutien en tant qu'**État hôte** ne représente qu'une partie de l'engagement de la Suisse. Si l'investissement dans l'accueil et les infrastructures est essentiel, la Suisse contribue aussi de manière déterminante à la Genève internationale en tant qu'**État donateur**.

L'engagement total de la Confédération pour la Genève internationale a ainsi dépassé **2 milliards** de francs sur les **quatre dernières années** (2021–2024).

À lui seul, la contribution du DFAE s'élève à:

- **1,416 milliard de francs** pour soutenir les activités mondiales des organisations internationales et des ONG basées à Genève,
- **108 millions** pour garantir de bonnes conditions d'accueil dans le cadre de notre politique d'État hôte,
- **150 millions** sous forme de prêts sans intérêt pour la modernisation des infrastructures,
- **286 millions** pour les trois centres genevois et le CICR.

Ce soutien est **constant**. Il reflète un **consensus large et durable** dans notre pays.

Au-delà des chiffres, cela signifie que la Genève internationale peut compter, financièrement, sur la Confédération.

Mais, vous le savez, cela ne suffit pas. Car la crise du multilatéralisme est aussi une **crise structurelle**.

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé en mars dernier le plan **UN80**, une initiative de réforme en trois volets:

1. améliorer l'efficacité à court terme,
2. revoir les mandats dans une logique d'impact,
3. adapter la structure de l'organisation aux réalités actuelles.

Ces réformes, bien qu'indispensables, suscitent un climat d'inquiétude au sein des organisations internationales, et plus largement dans la population – notamment en Suisse romande – fortement concernée par l'avenir de l'écosystème multilatéral.

Avec **183 États représentés**, **32'000 employés internationaux**, plus de **400 ONG**, **360'000 délégués** par an et des dépenses publiques internationales estimées à **4 milliards de francs par an**, la Genève



internationale représente **11,4 % du PIB cantonal** et près de **1 % du PIB national**. C'est un pôle d'influence, de savoir-faire, de stabilité et de paix.

Hier, je me suis entretenu par téléphone avec le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur **António Guterres**, afin de m'assurer que l'amélioration des conditions-cadre à Genève puisse avoir un impact tangible dans le cadre du projet de réforme **UN80**.

Le Secrétaire général a exprimé sa **reconnaissance** envers la Suisse pour son engagement constant. Il m'a confirmé que la Genève internationale reste un **pôle stratégique incontournable** au sein du système onusien, où continueront de se concentrer les actions politiques et les axes prioritaires du multilatéralisme de demain.

Il a également souligné l'importance du soutien suisse au rénovation du Palais des Nations, auquel la Confédération, le canton et la ville ont contribué à hauteur de **400 millions de francs**. Un investissement d'envergure, porteur de sens, qui incarne concrètement notre attachement à un multilatéralisme efficace et crédible.

Le Conseil fédéral continuera de défendre et d'investir dans cette Genève internationale, non pas par nostalgie, mais parce qu'il s'agit d'un investissement dans l'avenir d'un **ordre mondial basé sur la force du droit, sur les règles et sur l'humanité**.

Je vous remercie de votre attention.